



CHAPITRE 40

LOI CONCERNANT LA VENTE DES VINS MÉDICAMENTÉS

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi* Titre abrégé.
des vins médicamenteux. 13 Geo. V, c. 26, s. 1;

2. Pour l'interprétation de la présente loi, à moins ^{Interpréta-}
que le contexte ne comporte un sens différent: ^{tion:}

1° Les mots "vins médicamenteux" désignent tout pro- "Vins médi-
duit contenant des liqueurs alcooliques et des médica- camenteux";
ments, qu'il soit ou non enregistré conformément à la
loi du Canada intitulée: "Loi des médicaments bre-
vés ou "*proprietary*", qui contient des liqueurs alcool-
iques en quantité strictement nécessaire pour les fins de
dissolution ou de préservation, et non au delà, ou qui
contient des médicaments en quantité suffisante pour
rendre le produit impropre à servir de breuvage comme
liqueur alcoolique; mais ils ne désignent pas un produit
qui a été déclaré par la Commission des liqueurs de
Québec, être une liqueur alcoolique conformément à la
Loi des liqueurs alcooliques (chap. 37) ni un produit qui
ne peut servir que pour usage externe, ou qui n'est pré-
paré par le pharmacien qu'au moment de la prescription
du médecin et d'après sa teneur, ou qui est préparé
par le médecin pour ne servir qu'à un patient actuel-
lement sous ses soins;

2° Quand il s'agit d'une opération prohibée par la "Vendre";
présente loi relative aux vins médicamenteux, le mot
"vendre" comprend: en solliciter ou recevoir une com-
mande; en tenir ou exposer en vente; en livrer contre
valeur ou autrement qu'à titre purement gratuit; en
colporter; en avoir dans le but d'en vendre; en troquer;
et pour une considération onéreuse promise ou obtenue
directement ou indirectement et sous quelque prétexte
ou par quelque moyen que ce soit, en procurer à une
autre personne ou permettre qu'elle s'en procure; et
le mot "vente" comprend l'action de vendre telle que "Vente";
ci-dessus définie;

"Personne"; 3° Le mot "personne" inclut une société et une corporation;

"Quiconque". 4° Le mot "quiconque", en parlant des contrevenants à la présente loi, signifie la personne qui agit pour elle-même ou pour une autre personne. 13 Geo. V, c. 26, s. 2.

Personnes
autorisées à
vendre.

3. Nonobstant toute loi à ce contraire, aucune personne ne peut vendre un vin médicamenté en quelque quantité que ce soit, à moins qu'elle ne jouisse de l'exemption créée par l'article 4 de la présente loi ou à moins qu'un permis à cet effet ne lui soit octroyé par le trésorier de la province, sur paiement de la somme de un dollar et que ce permis ne soit en vigueur.

Durée du permis.

Ce permis reste en vigueur aussi longtemps qu'il n'a pas été révoqué. 13 Geo. V, c. 26, s. 3.

Personnes
non sujettes à
la défense de
vendre.

4. La défense contenue dans l'article 3 de la présente loi ne s'applique pas:

1° Aux médecins et aux pharmaciens licenciés;

2° Aux fabricants ou à leurs agents quand il s'agit de ventes faites aux médecins ou aux pharmaciens licenciés ou à la Commission des liqueurs de Québec;

3° A la Commission des liqueurs de Québec. 13 Geo. V, c. 26, s. 4.

Quantité limitée.

5. Les médecins, les pharmaciens licenciés et les missionnaires en vertu de l'article 3, ne peuvent vendre, à une même personne, en une même fois, un vin médicamenté en une quantité plus grande qu'il n'est nécessaire pour l'usage de ce vin médicamenté comme médicament; cette quantité ne devant, en aucun cas, excéder trente-trois onces. 13 Geo. V, c. 26, s. 5.

Révocation
des permis.

6. Le tribunal ou le trésorier de la province peut révoquer le permis accordé à une personne si, sur poursuite, elle est trouvée coupable d'avoir vendu un vin médicamenté en contravention avec les dispositions de la présente loi. Cette révocation sera pour un an.

Durée.

Perte du
droit de ven-
dre.

Tout médecin ou pharmacien trouvé coupable d'une infraction à la présente loi, perd de plein droit la faculté de vendre des vins médicamentés pour une période d'un an. 13 Geo. V, c. 26, s. 6.

Infractions.

7. Quiconque n'étant pas autorisé en vertu de la présente loi, par exemption ou en vertu d'un permis, vend un vin médicamenté, est coupable d'une infraction et passible d'une amende de cinquante à cinq cents dol-

Peines.

lars et, à défaut du paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de un à trois mois. 13 Geo. V, c. 26, s. 7.

8. Tout médecin ou pharmacien licencié ou tout per-
missionnaire en vertu de l'article 3 de la présente loi
qui vend un vin médicamenteé en contravention avec les
dispositions de l'article 5 de la présente loi, commet
une infraction et est passible, en plus de la révocation
ou de la perte de la faculté de vendre indiquée à
l'article 6, d'une amende de vingt-cinq à cent dollars
et, à défaut du paiement de l'amende et des frais, d'un
emprisonnement d'un mois. 13 Geo. V, c. 26, s. 8.

9. Les porteurs de permis, visés par l'article 3 de
la présente loi, doivent, à l'expiration de chaque année
fiscale, faire rapport au trésorier de la province de la
quantité et de l'espèce des vins médicamenteés vendus
pendant l'année, sous peine d'une amende de cinquante
dollars et de la révocation du permis. 13 Geo. V, c. 26,
s. 9.

10. La première partie de la Loi des convictions
sommaires de Québec (chap. 165) s'applique aux pour-
tées en vertu de la présente loi. 13 Geo. V, c. 26, s. 10.

Contraven-
tion par un
médecin, un
pharmacien
ou un permis-
sionnaire.

Peine.

Rapports exi-
gés des per-
missionnaires.

Dispositions
applicables
aux poursui-
tes.

